

DELIBERATION n° 2021 - 12
portant sur le Plan de Continuité de l'Activité (PCA)

Point inscrit à l'ordre du jour n° 2

Conseil d'administration du 11 mars 2021

Vu le Code de l'éducation, notamment l'article L. 712-2 6° et 7° ;
Vu la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
Vu les Statuts de l'Université de La Réunion ;
Vu l'arrêté préfectoral n° 2021 – 356 / CAB / BPA du 4 mars 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires pour limiter la circulation du virus Covid -19 dans le département de La Réunion dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;
Vu l'arrêté préfectoral n° 2021 – 358 / CAB / BPA du 4 mars 2021 portant interdiction de tout déplacement de personnes, pour limiter la propagation du virus Covid -19 dans le département de La Réunion dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;
Vu l'avis du Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail dans sa séance du 08 mars 2021 ;
Vu l'avis du Comité technique d'établissement dans sa séance du 09 mars 2021 ;

Considérant l'allocation du Préfet de la Région Réunion relative à la COVID-19 en date du 2 mars 2021 ;
Considérant la nécessité de concilier la continuité de l'activité du service public de l'enseignement supérieur et de la recherche à l'université de La Réunion et la protection des personnes ;
Considérant la mesure de couvre-feu de 18 heures à 5 heures ;

Après en avoir délibéré, les membres du conseil d'administration **valident le Plan de Continuité de l'Activité (PCA) de l'Université de La Réunion.**

Le PCA, vigilance renforcée COVID-19 et variants 2021 est annexé.

| Résultat du vote | | | | | | | | |
|---|--------------|----|--------|----|---------------|---|-------|---|
| Vote | électronique | | | | | | | |
| Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote : | | | | 34 | | | | |
| Nombre de voix | pour | 28 | contre | 6 | abstention(s) | 0 | refus | 0 |

Fait à Saint-Denis le **22 mars 2021**
Le Président de l'Université de La Réunion


Professeur Frédéric MIRANVILLE

Transmis à la Rectrice de la Région académique de La Réunion, Chancelière des universités, le **25 MARS 2021**

Publié au *Recueil des actes administratifs* de l'Université de La Réunion, le **25 MARS 2021**

Plan de Continuité de l'Activité (PCA)

Vigilance renforcée COVID-19 et variants 2021

*Mars 2021 – Document susceptible de modifications
Validé en CHSCT du 08 mars, en CTE du 09 mars et en CA du 11 mars 2021*

Sommaire

| | |
|---|----|
| 1. Contexte de la reprise de janvier 2020-2021..... | 3 |
| 2. Principes et éléments de cadrage actualisés | 3 |
| 3. Modalités pédagogiques | 5 |
| 3.1. Un plan d'action pédagogique basé sur des activités d'enseignement hybrides et privilégiant la co-multimodalité | 5 |
| 3.2. Un accompagnement renforcé pour les filières à fort effectif et les étudiants nouvellement inscrits ou en situation spécifique | 6 |
| 3.3. Les outils numériques pour les enseignements en distanciel et l'accompagnement des services support..... | 7 |
| 3.4. Déroulement des cursus et services aux étudiants..... | 8 |
| 4. Utilisation des locaux et protocoles sanitaires | 8 |
| 5. Modalités de travail et instances de gouvernance | 9 |
| 6. Annexes..... | 11 |
| 6.1. Annexe 1 : Circulaire ministérielle du 22 janvier 2021 pour l'organisation de la reprise de janvier 2021 | 12 |
| 6.2. Annexe 2 : Arrêté du 05 mars 2021 portant adaptation des mesures nationales et préfectorales au Plan de Continuité de l'Activité (PCA) de l'Université de La Réunion | 17 |
| 6.3. Annexe 3 : Textes applicables..... | 20 |

1. Contexte de la reprise de janvier 2020-2021

La reprise universitaire de janvier 2020-21 a été placée dans le contexte particulier de l'amplification de la crise sanitaire liée à la COVID-19 en raison de la présence avérée des variants et nécessite donc une attention toute particulière.

Ainsi et dans la continuité de la mise en place du PRAS¹ à partir de la rentrée de septembre 2020, la spécificité de la reprise de janvier 2020-21 est celle d'une **vigilance renforcée concernant la COVID-19** et d'une préparation de l'établissement à mettre en œuvre des mesures de protection sanitaire en concordance avec celles prises par les autorités sanitaires et conformément aux décisions gouvernementales (cf. circulaire en annexe).

Ces éléments de cadrage actualisés de la continuité de l'activité de l'Université de La Réunion sont issus du comité COVID-19 mis en place pour définir, suivre et anticiper les mesures de protection déployées sur les campus, animé par Monsieur le Chargé des affaires générales de l'Université de La Réunion et qui s'est réuni le 23 février 2021.

Les travaux du groupe de travail rendus le 25 février 2021, associés aux préconisations de l'équipe présidentielle et de direction en lien avec les autorités sanitaires, ont permis de d'adapter le dispositif en place depuis la rentrée 2020-21 conformément aux indications ci-après.

2. Principes et éléments de cadrage actualisés

La priorité fixée au comité COVID-19 pour la reprise universitaire de janvier 2020-2021 était celle de la protection de la santé des personnels et des étudiant(e)s de l'établissement, en prenant les mesures adaptées au contexte sanitaire.

En parallèle, la Préfecture de La Réunion a défini un plan d'action en fonction des seuils d'incidence, incluant les étapes suivantes :

1. Si le seuil d'alerte du taux d'incidence, fixé à 50/100 000 habitants, est franchi, fermeture potentielle des centres commerciaux de plus de 20 000 m², à l'exception des commerces alimentaires et des restaurants en leur sein ;
2. Si le taux d'incidence dépasse le seuil de 100/100 000 habitants, un couvre-feu à partir de 22h est appliqué et peut-être territorialisé à l'échelle d'une commune ;
3. Si le taux d'incidence dépasse 125 cas pour 100 000 habitants, et qu'une forte tension est ressentie sur les services de réanimation avec un taux d'occupation des lits de réanimation de plus de 25%, le couvre-feu sera abaissé à 18h ;
4. Enfin si la barre des 150/100 000 est franchie et que la tension sur l'hôpital se maintient, un conseil de crise sera réuni pour statuer sur le confinement du territoire.

A l'heure actuelle, la phase 3 a été enclenchée et la mise en place d'un couvre-feu à 18h pour deux à trois semaines a été annoncée par Monsieur le Préfet de La Réunion le 02 mars 2021 pour une application à partir du 05 mars 2020.

¹ Plan de Reprise de l'Activité sur Site

Aussi et compte-tenu de l'évolution de la situation pour les usagers et les personnels de l'établissement, il est important d'adapter notre dispositif en adoptant les principes et les mesures suivantes, reprises en partie dans l'arrêté en annexe :

- **Le principe de précaution :**
 - Permettre à l'ensemble des usagers et des personnels de respecter la mesure de couvre-feu en toute sécurité et donc adopter le distanciel à partir de 15h sur l'ensemble des campus ; en conséquence, le début des activités pédagogiques est avancé à 7h30 pour toutes les formations, offrant ainsi une plage de dispense des enseignements en présentiel de 7h30 à 11h30 pour la matinée et de 13h à 15h pour l'après-midi ;
 - Compte-tenu de la dégradation des conditions sanitaires, accentuer la prévention et la vigilance quant à l'application des mesures barrières ;
- **Le principe d'anticipation d'un potentiel reconfinement :**
 - Renforcer l'hybridation des formations en recommandant fortement les cours magistraux en 100% distanciel et en maintenant une jauge d'accueil en présentiel à 50% de la capacité nominale des salles pour l'ensemble des cours magistraux et des travaux dirigés, sauf travaux pratiques ;
 - La priorité est donnée aux primo-entrants de premier cycle pour le présentiel, de même qu'aux publics spécifiques ;
 - Le PCP² est ajusté : il s'agit de capitaliser sur les modalités en distanciel déployées dans le cadre du confinement et de la reprise de l'activité en mode hybride et de permettre l'amélioration des outils, des contenus et des méthodes utilisées ;
 - Une démarche qualité est mise en œuvre, consistant à mieux accompagner les équipes pédagogiques et les étudiants aux outils déployés pour l'enseignement à distance et à continuer à réduire la fracture numérique par la mise à disposition de matériel dédié ;
 - Les formations de premier cycle sont adaptées au contexte, avec une attention particulière pour les néobacheliers qui ont eu à subir la crise de la COVID-19 à travers par exemple du renforcement disciplinaire ;
- **Le principe d'accompagnement :**
 - Dérogation à la limite horaire de 15h en présentiel pour les cours et examens de la formation continue et pour les cours et examens des formations en alternance ;
 - Dérogation à la limite horaire de 15h en présentiel pour les examens et évaluations en lien avec la préparation de concours ;
 - Dérogation à la limite horaire de 15h en présentiel pour les activités scientifiques indispensables des laboratoires de l'université et des organismes de recherche partenaires ;
 - Prise en compte des publics spécifiques et en particulier les porteurs de handicap et les étudiants internationaux : **ces publics sont prioritaires pour l'enseignement en présentiel** ;
 - Les étudiants internationaux font l'objet d'un suivi renforcé de même que d'un accompagnement resserré et doivent, en conséquence, être identifiés au sein

² Plan de continuité pédagogique

des composantes et services pour figurer sur listes de diffusion d'étudiants et les listes de cohorte « Moodle » ;

- Aménagement des horaires et extension du télétravail pour l'ensemble des personnels hors activités essentielles, dès lors que les conditions le permettent et dans le cadre des possibilités offertes par la charte de télétravail ;
- Déploiement d'un plan de soutien social et psychologique des étudiants.

Dans ce contexte, l'enseignement en présentiel respecte strictement les mesures barrières (port du masque obligatoire, distanciation physique et hygiène des mains et des locaux) et l'essentiel des activités pédagogiques sont basculées en distanciel.

A cet égard, le protocole sanitaire défini dans le PRAS à l'intention des personnels et des usagers s'applique de plein droit dans tous les locaux de l'université sur l'ensemble des sites universitaires. Ce document, consultable sur le site intranet et sa déclinaison particulière au niveau de chaque structure interne de l'établissement, prévoit les mesures barrières suivantes :

- Le respect de la distanciation physique,
- L'application des gestes barrières,
- La limitation du brassage des usagers,
- Le nettoyage et la désinfection des locaux et matériels,
- Le port du masque obligatoire,
- La communication, l'information auprès des agents et des usagers.

Par ailleurs, le fonctionnement général de l'établissement doit être adapté à ces nouvelles contraintes en utilisant toutes les potentialités qu'offre la transition numérique.

Enfin, l'ensemble des orientations mentionnées dans le présent document pourront évoluer en fonction des conditions sanitaires et des mesures prises par les autorités.

3. Modalités pédagogiques

3.1. Un plan d'action pédagogique basé sur des activités d'enseignement hybrides et privilégiant la co-multimodalité

Les activités d'enseignement en présentiel (CM et TD) devront respecter les règles de distanciation physique et tenir compte de la capacité d'accueil ajustée des locaux d'enseignement. Ces derniers voient en effet **leurs capacités d'accueil effective réduite de 50%** par rapport à leur capacité nominale.

Dans ce cadre, il est demandé aux équipes pédagogiques de privilégier la mise en œuvre de l'hybridation des formations, mêlant accueil en présentiel et dispense en distanciel des formations, en favorisant autant que faire se peut la co-multimodalité.

La co-multimodalité consiste à utiliser en simultanée la dispense de formation en présentiel et en distanciel, de façon synchrone (les publics en présentiel et en distanciel en même temps) ou asynchrone (les publics en présentiel et en distanciel en temps décalé).

Compte-tenu de la capacité d'accueil ajustée des locaux d'enseignement, **une rotation des effectifs doit être opérée afin de respecter le principe d'égalité de traitement des étudiant(e)s.**

Le ratio d'hybridation devra être défini par les équipes pédagogiques dans une fourchette allant de 20% à 100% en fonction des capacités d'accueil effectives dont ils disposent et des spécificités des formations qu'ils proposent.

Dans tous les cas et conformément aux principes mentionnés au paragraphe 2, **l'accueil et l'encadrement en présentiel sera réservé prioritairement aux néo-entrants de premier cycle et en particulier à ceux de première année, dont la connaissance récente de l'environnement et des modalités pédagogiques universitaires nécessitent un accompagnement renforcé.**

Dans tous les cas, le ratio d'hybridation pourra être modulé par l'enseignant en fonction de la configuration des équipements des salles de cours et amphithéâtres dès lors que les mesures barrière sont préservées. Les enseignants qui le souhaitent peuvent basculer leur cours/TD/TP en 100% distanciel.

3.2. Un accompagnement renforcé pour les filières à fort effectif et les étudiants nouvellement inscrits ou en situation spécifique

Pour les filières à forts effectifs, notamment en L1, des dispositifs d'accompagnement pédagogique des étudiants seront mis en place. Les formations de premier cycle et les néobacheliers devront bénéficier d'un encadrement en présentiel plus important quelle que soit la modalité retenue pour l'enseignement, pour les former aux méthodes de travail universitaire et ainsi les aider dans l'apprentissage de l'environnement et des modalités pédagogiques universitaires.

Il sera important de veiller à maintenir les meilleures conditions de réussite pour ces étudiants et de porter un regard particulier aux publics fragiles et spécifiques, dont les étudiants internationaux, et à ceux qui souffrent de la fracture numérique.

Tout doit être mis en œuvre au niveau des composantes pour identifier ces étudiants en difficulté afin **qu'ils puissent émarger au dispositif de prêt de matériel informatique** que l'université a mis en place avec ses partenaires : 500 ordinateurs connectés sont disponibles et empruntables auprès du SCD (pour une durée en fonction des besoins des étudiant(e)s) sur les sites du TAMPON et MOUFIA).

En particulier, un accompagnement renforcé doit être proposé, sur le plan numérique, pour les étudiants internationaux afin de faciliter leur accès à l'environnement numérique de travail et de leur permettre de suivre, dans les meilleures conditions, les cours réalisés à distance.

Les emplois du temps seront adaptés en conséquence, avec une répartition du temps de travail hebdomadaire des étudiants sur la base du volume maquette des UE avec mention « distanciel » ou « présentiel » dans l'emploi du temps.

Dans un esprit de solidarité, tous les enseignements pouvant être réalisés à distance doivent l'être, pour ainsi offrir les possibilités d'une partie de présentiel aux enseignements qui ne peuvent être réalisés autrement.

Toujours dans le but de respecter le principe d'égalité de traitement des étudiant.e.s, une adaptation des modalités de contrôle des connaissances et des compétences devra être adoptée à l'avenir.

3.3. Les outils numériques pour les enseignements en distanciel et l'accompagnement des services support

Pour renforcer l'hybridation pédagogique, il s'agira d'intégrer de façon plus significative le numérique dans les pratiques pédagogiques.

Aujourd'hui, avec l'intensification observée au sein de l'établissement des usages du numérique, ce sont près de 2500 cours qui sont disponibles sur la plateforme pédagogique développée par les services de l'université. Tous les outils d'enseignement à distance qui continueront à être développés et renforcés devront être mobilisés pour assurer l'hybridation des enseignements :

- Renouvellement d'une licence de site pour l'utilisation du logiciel ZOOM pour les solutions synchrones ;
- Extension à terme de produits (type UBICAST) permettant de développer de l'enseignement en mode asynchrone et l'hébergement des contenus multimédias ;
- Le catalogue des solutions présentées dans le PCP (exemple : création de cours sur MOODLE) reste mobilisable très rapidement par tous les enseignants quel que soit leur statut et enseignants chercheurs. Idem pour les outils de Web conférence (synchrones et asynchrones) ;
- Offre faite aux composantes de solutions rapides à installer, opérationnelles à très bref délai permettant de réaliser de la captation et de redistribution en simultané ;
- Acquisition de solutions plus sophistiquées permettant d'augmenter la qualité, de ne plus avoir à gérer de prêt d'ordinateurs portables aux enseignants et surtout de rendre la communication bidirectionnelle : un étudiant dans l'amphithéâtre peut interagir avec l'enseignant et l'interaction est captée par le dispositif permettant d'éviter que l'enseignant ne reste statique dans la salle (en face de son ordinateur) ;
- Généralisation des outils permettant des formations accessibles entièrement à distance, ou en co-modalité ;
- Proposition de modules d'accompagnement aux composantes, en particulier pour les enseignants vacataires, dans la mise en place d'un enseignement à distance ;
- Acquisition des petits équipements nécessaires (casques, micros, ordinateurs...) pour l'extension de solutions déjà opérationnelles. A cet égard, les composantes feront remonter à la présidence toutes leurs demandes sur ce champ en indiquant leur capacité budgétaire actuelle correspondante ;
- Pour éviter la dispersion des ressources, le comité du numérique mis en place sous l'égide de la CPU a dressé un panorama des ressources numériques externes mobilisables par les établissements via la plate-forme FUN ;
- Inscription de l'UR dans le catalogue des formations à distance dans le cadre de la convention nouée avec CAMPUS France afin d'élargir les ressources en ligne ;

Cette transition numérique nécessite un accompagnement à la formation des enseignants qui a été mis en place sous des formes multiples : webinaires, guides/fiches pratiques,

didacticiels, modes d'emploi, formations des enseignants à la pédagogie active (numérique, à distance...)

Ces accompagnements mobiliseront l'ensemble des acteurs de l'établissement dont les services.

Dans le cadre de l'utilisation de ces outils, la mutualisation des installations et des infrastructures entre composantes devra être recherchée. À cet égard les composantes doivent faire connaître les salles mutualisables dont elles disposent, ainsi que celles à équiper. Cet inventaire sera mené avec l'appui des services informatiques dans le cadre de l'équipement prochain, de salles de moyenne et plus grande capacité qui seront financées par le Ministère dans le cadre du dialogue stratégique et de gestion 2ème phase et sous réserve de validation.

Les services support de la DAMAN, D2IP et de la DSI, ainsi que l'Institut indianocéanique du numérique (2IN), le VP UDN et le Chargé de mission université numérique en Région sont pleinement mobilisés pour apporter aux équipes pédagogiques le support technique et le soutien nécessaires. L'identification du rôle de chacune de ces directions et de la composante transversale 2IN qui interviennent tous sur l'ensemble de la transition vers le numérique, sera apportée afin que le service rendu aux composantes et structures porteuses de formation soit pleinement efficace.

3.4. Déroulement des cursus et services aux étudiants

Dans la continuité des actions d'accompagnement des étudiants en matière de santé, il y a lieu :

- De poursuivre le recours à la téléconsultation, afin de maintenir un accès aisé aux soins pour les étudiants,
- De reconduire les dispositifs préventifs mis en place par le service qualité de la vie sur le campus et curatifs (consultations au SUMPPS, auprès de la médecine de prévention etc.).

L'accueil et l'accompagnement des étudiants porteurs de handicap feront l'objet d'une attention particulière et d'aménagements spécifiques prenant en compte la nature du handicap.

Les soirées ou week-end d'intégration sont suspendus jusqu'à nouvel ordre. Leur report est systématiquement privilégié à leur annulation.

4. Utilisation des locaux et protocoles sanitaires

La capacité d'accueil maximum des salles de cours, TD et TP est déterminée de manière à respecter la distanciation physique d'au moins un mètre entre les tables individuelles (ou entre les espaces individuels de travail).

Les circulations seront aussi sécurisées que possible à l'intérieur même d'une salle, et en sortie, en particulier dans les amphithéâtres. En vue d'éviter les croisements, des consignes de circulation pourront être données (sens obligatoire, ordre de remplissage et d'évacuation

des rangées, limitation des changements de lieux d'enseignement, "sorties" échelonnées sur un laps de temps prenant en compte la distanciation ...). Pour accompagner des mesures, les équipements complémentaires nécessaires (marquage au sol, signalétiques, etc.) peuvent être engagées sur le budget de la composante, avec la mention « covid » sur le bon de commande.

Dans tous les cas, le port du masque reste obligatoire et devra être imposé. Il incombe aux usagers de se doter des masques qui leur seraient nécessaires. Cependant un lot de masques est disponible à l'entrée du campus en cas de besoin et dans la limite des capacités de l'établissement.

Dans les autres espaces, les usagers et les personnels sont informés des capacités d'accueil et des mesures sanitaires à appliquer et tenus de les respecter par l'apposition sur la porte de la salle des capacités maximales à respecter.

Les salles doivent être ventilées naturellement ou mécaniquement, dans le respect des consignes sanitaires spécifiques applicables. La désinfection ainsi que le nettoyage et la ventilation naturelle doivent être assurés de façon régulière. Des demandes ponctuelles de désinfection après la rotation des cours pourront être faites auprès de la DLR³. De même, les sanitaires étant des zones à risques pour la transmission possible du virus devront donc faire l'objet d'une attention particulière, tant du point de vue de leur accès que de leur nettoyage/désinfection.

5. Modalités de travail et instances de gouvernance

La charte de télétravail de l'établissement sera mise en œuvre via la GED⁴ avec bienveillance en tenant compte de la situation sanitaire (possibilité de déroger aux 3 jours/semaine). D'autres possibilités seront offertes aux personnels, en accord avec leur responsable hiérarchique, et notamment :

- La fin des activités pédagogiques, administratives, techniques et de recherche en présentiel étant fixée à 15 h par arrêté du Président, les chefs de services sont habilités à moduler les départs **pour les seules activités essentielles ou dérogatoires** afin d'assurer la continuité des services au moyen des dérogations accordées le cas échéant ;
- L'ajustement des horaires de travail (commencer plus tôt pour terminer plus tôt par exemple) en concertation avec l'agent et le n+1 qui est garant de l'organisation des structures et de la qualité de service rendu ;
- L'ajustement des horaires d'ouverture des services aux usagers et publics pour faciliter l'ajustement du planning horaire des agents et le télétravail le cas échéant ;
- Un arrêté du Président de l'université précisera la liste des personnels autorisés à poursuivre l'activité essentielle sur les sites et disposant de l'autorisation dérogatoire de se déplacer entre le domicile et le lieu d'exercice au-delà de 15 h.

³ Direction de la Logistique et de la Reprographie

⁴ Gestion électronique des documents

Le fonctionnement des instances se fera prioritairement en distanciel, excepté le cas des séances qui nécessitent obligatoirement le présentiel. Dans ce dernier cas, les mesures barrières (port du masque, effectif maximum et distanciation en particulier) seront strictement respectées.

6. Annexes

6.1. Annexe 1 : Circulaire ministérielle du 22 janvier 2021 pour l'organisation de la reprise de janvier 2021



Direction générale de
l'enseignement supérieur
et de l'insertion professionnelle

Paris, le 22 janvier 2021

La ministre de l'enseignement supérieur,
de la recherche et de l'innovation

à

Mesdames et Messieurs
les présidents et directeurs des établissements
d'enseignement supérieur,
la présidente du centre national et les directeurs généraux
des centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires

s/c
Mesdames et Messieurs les recteurs de région académique
et les recteurs délégués pour l'enseignement supérieur,
la recherche et l'innovation

Objet : actualisation des consignes concernant la reprise progressive des enseignements dans les établissements d'enseignement supérieur à partir du 25 janvier

Le 21 janvier dernier, le Président de la République a déclaré que « chaque étudiant pourra retourner l'équivalent d'une journée par semaine dans son établissement ». Cette annonce s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la reprise échelonnée des enseignements en présentiel au sein des établissements d'enseignement supérieur telle que présentée le 14 janvier dernier par le Premier ministre et la ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

La présente circulaire actualise en conséquence la circulaire ministérielle du 19 décembre 2020 (*modifications en italique*), qui s'inscrit dans le cadre réglementaire défini par le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020¹ et complète les dispositions figurant dans la circulaire du 30 octobre 2020 relative à la mise en œuvre du confinement adapté dans l'enseignement supérieur.

¹ Tel que modifié par le 5° de l'article 2 du décret n° 2021-31 du 15 janvier 2021 modifiant les décrets n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 et n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire

1/ Reprise progressive des enseignements à partir de janvier

■ **Rappel – Les examens et concours** (dont les épreuves de contrôle continu) peuvent toujours être organisés en présentiel, dans le cadre du strict respect du protocole sanitaire de mai 2020 actualisé en novembre et avec port du masque permanent par tous. ***Les étudiants Covid + ou cas contacts qui ne pourraient se présenter aux examens doivent pouvoir bénéficier d'une session de substitution dans les deux mois qui suivent leur absence dûment justifiée – avec un délai de prévenance de 14 jours.***

■ **Rappel – Les bibliothèques universitaires** – Les bibliothèques universitaires continuent à pouvoir accueillir les étudiants, en demi-jauge et sur rendez-vous.

■ **Rappel – La restauration** - Il est rappelé que les structures de restauration universitaire ne peuvent pas accueillir des étudiants en restauration assise. Seule la vente à emporter demeure autorisée, conformément à la circulaire du 30 octobre.

■ **Reprise des enseignements** – *La reprise des enseignements du second semestre se fera pour tous les cycles en autorisant le présentiel, en mode hybride notamment pour les cours magistraux, de manière progressive et limitée.*

A compter de la publication de la présente circulaire et au plus tard le 8 février, tous les établissements accueilleront des étudiants en présentiel dans la limite de 20% de leur capacité d'accueil globale et dans le respect des consignes sanitaires en vigueur.

Pour les étudiants, cette reprise correspond à l'équivalent d'une journée de présence par semaine.

Les modalités d'organisation de la reprise sont transmises aux recteurs de régions académiques ainsi qu'aux recteurs délégués pour l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation.

2/ Stratégie de tests

La reprise des enseignements en présentiel s'accompagne d'une doctrine de tests individuels et collectifs au sein des établissements. Elle est mise en œuvre selon la déclinaison de la stratégie « Tester Alerter Protéger » qui fait l'objet d'une circulaire spécifique édictée par le ministère des solidarités et de la santé et le ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

3/ Application du couvre-feu

Le Premier ministre a annoncé une extension sur l'ensemble du territoire métropolitain du couvre-feu de 18h à 6 H du matin à compter du 16 janvier et pour une durée minimale de 15 jours.

Les consignes suivantes doivent être mises en œuvre en application du couvre-feu sur le territoire métropolitain. Elles se substituent aux dispositions figurant au 1.2. de la circulaire du 30 octobre 2020. En outre-mer, les consignes applicables sont définies, compte tenu des circonstances locales, par les représentants de l'Etat.

■ **Interdiction d'accueil des usagers** – Les bibliothèques universitaires et les restaurants universitaires (pour la vente à emporter)² ne peuvent accueillir du public entre 18 h et 6h.

■ **Interdiction de déplacement** – Les déplacements de personnes hors de leur lieu de résidence sont interdits entre 18 heures et 6 heures du matin.

■ **Exceptions** – Cette interdiction connaît plusieurs exceptions :

- D'une part, sont autorisés entre 18h et 6h du matin les déplacements entre le domicile et le lieu d'exercice de l'activité professionnelle. En ce qui concerne le milieu de l'ESRI, cette exception permet notamment aux personnels des bibliothèques, ingénieurs, techniciens, administratifs, de santé ou des services sociaux, aux chercheurs, enseignants-chercheurs, enseignants et aux personnels des CROUS qui poursuivent leurs activités au-delà de 18h de regagner ensuite leur domicile.
- D'autre part, sont également autorisés les déplacements entre le domicile et le lieu d'enseignement et de formation ou le lieu d'organisation d'un examen ou d'un concours. Les enseignements, *y compris de sport en espaces clos lorsqu'ils donnent lieu à ECTS ou bonification dans le parcours de formation*, l'accueil pour un examen ou un concours ou les autres activités autorisées par le décret dans les établissements *peuvent donc avoir lieu au-delà de 18h (par exemple : commencer à 17h30 et terminer à 19h)*, les usagers pouvant ensuite regagner leur domicile. *L'accueil dans la bibliothèque d'un établissement d'enseignement supérieur peut avoir lieu jusqu'à 18h, les usagers pouvant ensuite regagner leur domicile.*

■ **Mise en œuvre des exceptions** – Ces déplacements exceptionnellement autorisés au-delà de 18h doivent se faire en évitant tout regroupement. Les personnes souhaitant en bénéficier doivent :

- Pour les usagers :
 - télécharger et remplir une attestation de déplacement dérogatoire sur le site internet du ministère de l'intérieur³ ou écrire cette attestation sur papier libre,
 - se munir d'un titre d'identité,
 - et se munir d'un justificatif émanant de l'établissement et leur permettant de prouver que le déplacement considéré entre dans le champ de l'exception. Pour les personnes se rendant/revenant d'un concours ou d'un examen, la convocation sert de justificatif.
- Pour les personnels : se munir d'une carte professionnelle ou d'un justificatif de déplacement professionnel au-delà de 18h, signé par l'employeur⁴.

² règle applicable à l'ensemble du secteur de la restauration, conformément au décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020

³ L'attestation de déplacement dérogatoire est disponible à l'adresse suivante (télécharger « l'attestation de déplacement dérogatoire ») : <https://www.interieur.gouv.fr/content/download/125511/1004309/file/15-12-2020-attestation-de-deplacement-derogatoire.pdf#xtor=AD-322> ; sélectionner la case n°1 « . Déplacements entre le domicile et le lieu d'exercice de l'activité professionnelle ou le lieu d'enseignement et de formation »

⁴ Ce « justificatif de déplacement professionnel » rend inutile la rédaction de l'attestation de déplacement dérogatoire. Il est disponible à l'adresse suivante (télécharger le « justificatif de déplacement professionnel ») : <https://www.interieur.gouv.fr/content/download/125510/1004304/file/15-12-2020-justificatif-de-deplacement-professionnel.pdf#xtor=AD-324>

4/ Dialogue social

Les CHSCT des établissements, dans leur formation élargie aux représentants des usagers pour les établissements d'enseignement supérieur, ont vocation à être réunis sur les mesures prises pour la mise en œuvre de ces dispositions.

Je vous remercie, ainsi que les personnels de vos établissements, pour votre mobilisation et votre adaptabilité qui permettent d'assurer la continuité du service public dans ce contexte sanitaire changeant.

Les services du Ministère, en lien avec les recteurs de région académique et les recteurs délégués pour l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation, restent pleinement mobilisés pour vous accompagner dans la mise en œuvre de ces consignes.

Pour la ministre et par délégation,
La directrice générale de l'enseignement supérieur
et de l'insertion professionnelle



Anne-Sophie Barthez

6.2. Annexe 2 : Arrêté du 05 mars 2021 portant adaptation des mesures nationales et préfectorales au Plan de Continuité de l'Activité (PCA) de l'Université de La Réunion



Direction des affaires juridiques et institutionnelles
DAJI/NN/2020-2021-165

Arrêté n°2020-2021-165 portant adaptation des mesures nationales et préfectorales au Plan de Continuité de l'Activité (PCA) de l'Université de La Réunion

Vu le Code de l'éducation, notamment l'article L. 712-2 6° et 7° ;
Vu le Code de la Santé publique ;
Vu le Code du travail ;
Vu la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
Vu le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire ;
Vu le décret n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;
Vu le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;
Vu le décret n° 2021-152 du 12 février 2021 modifiant les décrets n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 et n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;
Vu l'arrêté préfectoral n° 2021 – 356 / CAB / BPA du 4 mars 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires pour limiter la circulation du virus Covid -19 dans le département de La Réunion dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;
Vu l'arrêté préfectoral n° 2021 – 358 / CAB / BPA du 4 mars 2021 portant interdiction de tout déplacement de personnes, pour limiter la propagation du virus Covid -19 dans le département de La Réunion dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;
Vu les Statuts de l'Université de La Réunion ;
Vu la délibération du Conseil d'administration n°17-12-2020 de l'Université de La Réunion en date du 17 décembre 2020 portant élection de Monsieur Frédéric MIRANVILLE à la présidence de l'Université de La Réunion ;
Vu l'arrêté ministériel en date du 30 mai 2017, portant nomination et classement de Madame Christine PARAMÉ, ingénieure en chef hors classe, dans l'emploi de directeur général des services (DGS) de l'Université de La Réunion pour une première période de quatre ans, du 1^{er} juin 2017 au 31 mai 2021 ;

Considérant l'allocation du Préfet de la région Réunion relative au COVID-19 en date du 2 mars 2021 ;
Considérant la nécessité de concilier la continuité de l'activité du service public de l'enseignement supérieur et de la recherche à l'université de La Réunion et la protection des personnes ;
Considérant la mesure de couvre-feu de 18 heures à 5 heures ;

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La fin des activités pédagogiques, administratives, techniques et de recherche en présentiel est fixée à 15 heures pour l'ensemble des usagers et des personnels ;

L'organisation des travaux dirigés et des travaux pratiques est maintenue en présentiel dans la limite de la plage horaire indiquée précédemment et avec une capacité d'accueil maximum de 50% des capacités nominales des salles ;

Les cours magistraux sont fortement recommandés en distanciel, quel que soit l'effectif de la formation, afin de garantir à la fois la protection des personnes et l'égalité des chances entre usagers.

Article 2 :

Peuvent toutefois déroger aux dispositions de l'article 1^{er} alinéa 1^{er} les activités pédagogiques ci-dessous, exclusivement programmées avant l'entrée vigueur du couvre-feu et débutant au plus tard à 17 heures :

- les cours et les examens de la formation continue ;
- les cours et les examens des formations en alternance ;
- les examens et évaluations en lien avec la préparation de concours ;

Article 3 : Le plan de continuité des activités (PCA) est déployé et régulièrement actualisé.

Article 4 : Les mesures sont applicables jusqu'à nouvel ordre conformément aux lois, règlements et arrêtés préfectoraux.

Article 5 : Le présent arrêté est exécutoire à compter de sa transmission au Recteur Chancelier et entre en vigueur au lendemain de sa publication au *Recueil des actes administratifs* de l'Université de La Réunion.

La Direction générale des services est chargée de son exécution.

Fait à Saint-Denis, le 5 mars 2021

Le Président de l'Université de La Réunion

Pr. Frédéric MIRANVILLE



Transmis à Madame la Rectrice de la Région académique de La Réunion, Chancelière des Universités, le

05 MARS 2021

Publié au *Recueil des actes administratifs* de l'Université de La Réunion, le

05 MARS 2021

6.3. Annexe 3 : Textes applicables

- Code de l'éducation, notamment l'article L. 712-2 6° et 7° ;
- Code de la santé publique ;
- Code du travail ;
- Loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- Décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire ;
- Décret n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;
- Décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;
- Décret n° 2021-152 du 12 février 2021 modifiant les décrets n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 et n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;
- Statuts de l'Université de La Réunion.

